

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 CERGY-PONTOISE

CERGY-PONTOISE, le 09/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11 avril 2023

Contexte et constats

Publié sur



SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'AMENAGEMENT HYDRAULIQUE

Rue de l'Eau et des Enfants
95500 BONNEUIL-EN-FRANCE

Références : ud95-2023-0365
Code AIOT : 0006507390

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 avril 2023 dans l'établissement SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'AMENAGEMENT HYDRAULIQUE (SIAH) implanté Rue de l'Eau et des Enfants 95500 BONNEUIL-EN-FRANCE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre d'une action nationale 2023 relative aux installations soumises à un arrêté ministériel de prescriptions générales pour la rubrique 2781. L'action vise à contrôler les mesures relatives à la prévention des fuites de gaz et également s'assurer de la bonne mise en conformité des installations avec les nouvelles prescriptions techniques qui leur sont applicables (astreinte et formation du personnel, registre de plaintes odeurs, ...).

Cette inspection était également l'occasion de contrôler des prescriptions relatives à la police de l'eau et aux équipements sous pression.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'AMENAGEMENT HYDRAULIQUE
- Rue de l'Eau et des Enfants 95500 BONNEUIL-EN-FRANCE
- Code AIOT : 0006507390

- Régime : Enregistrement

L'installation du SIAH a été mise en service en 1995. Elle est en travaux depuis 2019 et jusqu'à fin août 2023, pour augmenter sa productivité et atteindre la gestion des eaux usées de 500 000 équivalents habitants, soit 35 communes.

L'arrêté préfectoral n° 2019/DRIEE/SPE/046 du 07 juin 2019 porte autorisation au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement de la refonte et de l'exploitation du système d'assainissement de BONNEUIL-EN-FRANCE. Cet arrêté s'applique au SIAH, le maître d'ouvrage. L'exploitant est OTV Véolia.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2023 relative à la prévention des fuites de gaz et la méthanisation 2781 ;
- Equipements sous pression ;
- Loi sur l'eau.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à M. le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à M. le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Filière biogaz	AP Complémentaire du 07/06/2019, article 22.3	Sans objet
2	AM 12/08/2010 - Phase de démarrage	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36	Sans objet
3	AM 12/08/2010 - Raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 14 ter	Sans objet
4	AM 12/08/2010 -Composition du biogaz et prévention de son rejet	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 48	Sans objet
5	AM 12/08/2010 - Destruction du biogaz	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 32 (sauf deuxième phrase et suivantes de l'alinéa 4)	Sans objet
6	AM 12/08/2010 - Consignes d'exploitation à prendre en cas de fuite de gaz	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 26	Sans objet
7	AM 12/08/2010 - Programme de maintenance préventive	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35	Sans objet
8	AM 12/08/2010 - Astreinte	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9	Sans objet
9	AM 12/08/2010 - Ventilation des locaux	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 19	Sans objet
10	AM 12/08/2010 - Installations électriques	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21, alinéa 4	Sans objet
11	AM 12/08/2010 - Gestion des nuisances odorantes	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 49	Sans objet
12	Cessation d'activité partielle	Code de l'environnement du 11/04/2023, article R. 512-39-1	Sans objet
13	ESP - Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Sans objet
14	ESP - Personnel	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
15	ESP - Inspections périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Sans objet
16	ESP - Requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Sans objet
17	ESP - Mises en services	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1	Sans objet
18	ESP - Plaque identification	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	Sans objet
19	Loi sur l'eau	Arrêté Préfectoral du 11/04/2023, article 6.5 et 9.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement est en travaux. La plupart des équipements de l'installation sont neufs et la traçabilité examinée pendant l'inspection est bonne. L'inspection n'a pas relevé de non-conformités critiques au cours de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/06/2019, article 22.3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Méthanisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les digesteurs génèrent du biogaz qui est valorisé sur le site de la station. Après purification ce biogaz est injecté dans le réseau de gaz naturel. Une fraction du biogaz est également utilisée en autoconsommation sur la station.</p> <p>Le biogaz est stocké dans un gazomètre d'un volume de 1 500 m³. Celui-ci a une double fonction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le maintien de l'ensemble du réseau de biogaz à une pression statique d'environ 25 mbar, assurant également la stabilité des niveaux hydrauliques dans les digesteurs ; - le stockage d'une quantité de biogaz variable selon la production des digesteurs et les besoins des différents consommateurs (capacité tampon) permettant d'absorber les variations journalières. <p>La gestion du biogaz excédentaire se fait par torchage. La torchère de 3,9 MW brûle l'excédent de biogaz potentiellement rencontré dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si l'unité de purification es indisponible ; - si les besoins en vapeur de l'hydrolyse thermique sont déjà couverts ; - si le gazomètre est plein. <p>La torchère respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 [...].</p> <p>Les installations de digestion sont conçues, implantées et exploitées conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié (NOR: DEVP1020761A), hors prescriptions des articles 6, 11, 22, 30, 31 et 34 selon les éléments du dossier de demande d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la visite, il a été examiné le respect du dernier alinéa de l'article 22.3 de l'arrêté préfectoral du 07/06/2019 et notamment des prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié (NOR: DEVP1020761A), relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Ce contrôle est détaillé dans les points de contrôle n° 2 à 11</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : AM 12/08/2010 - Phase de démarrage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites de gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'étanchéité du ou des digesteurs, [...] est vérifiée lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés dans un registre. [...]
Constats : L'installation dispose de deux digesteurs. L'exploitant déclare que les contrôles d'étanchéité sont réalisés tous les 3 mois sur les digesteurs. Ces éléments n'appellent pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 14 ter
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites de gaz
Prescription contrôlée : <p>Les raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane).</p> <p>Les canalisations de biogaz et de biométhane ne passent pas dans des zones confinées. Si cela n'est pas possible, une information de risque appropriée doit être réalisée et une ventilation appropriée doit être installée dans les zones confinées. Les conduites de biogaz et le système de condensation du biogaz doivent être à l'épreuve du gel.</p>
Constats : <p>L'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none">- des détecteurs de gaz sont mis en place par l'exploitant dans le local ;- une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher en cas de détection anormale de gaz ;- une information du risque est réalisée ;- une ventilation est mise en place dans les zones confinées. <p>Les seuils de déclenchements des alarmes sonores et visuelles sont pour le CH₄ :</p> <ul style="list-style-type: none">- seuil haut : 10 % LIE ;- seuil très haut : 20 % de la LIE. <p>Les seuils de déclenchements des alarmes sonores et visuelles sont pour le CH₄ :</p> <ul style="list-style-type: none">- seuil haut : 5 ppm ;- seuil très haut : 10 ppm. <p>Ces éléments n'appellent pas de remarque.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : AM 12/08/2010 -Composition du biogaz et prévention de son rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des émissions de gaz
Prescription contrôlée : Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal. La teneur en CH ₄ et H ₂ S du biogaz produit est mesurée en continu ou au moins une fois par jour sur un équipement contrôlé annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur. [...]
Constats : Le biogaz produit comporte une teneur en CH ₄ de 64 %. Le biogaz est ensuite épuré pour atteindre 94 % de CH ₄ , avant d'être utilisé sur le site ou vendu à GrDF. Le CO ₂ , produit lors du traitement du biogaz, est évacué à l'atmosphère. Le H ₂ S, produit lors du traitement du biogaz, est récupéré avec du charbon actif. La teneur en CH ₄ et H ₂ S du biogaz est mesurée en continu. Les équipements de mesure sont contrôlés tous les 6 mois par LEMS, avec un gaz étalon.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 32 (sauf deuxième phrase et suivantes de l'alinéa 4)
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des émissions de gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. [...] Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois événements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces événements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions du précédent alinéa.
Constats : L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz : une torchère. Au cours de l'année 2022, la torchère a fonctionné 480 heures. L'exploitant précise que cette utilisation n'est pas révélatrice d'un fonctionnement en cours d'exploitation, l'établissement est en phase chantier jusqu'à fin août 2023. L'utilisation de la torchère est surtout liée à la mise en service des deux nouveaux digesteurs et deux sessions de maintenance. Sur l'année 2022, 1 950 000 Nm ³ de biogaz ont été produits pour alimenter le réseau GrDF et 147 000 m ³ ont été torchés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : AM 12/08/2010 - Consignes d'exploitation à prendre en cas de fuite de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 26
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion d'exploitation
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels d'entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations. Ces consignes indiquent notamment : [...] — les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ; [...]
Constats : Des consignes sont affichées, notamment : - les consignes de sécurité (permis de travail en zone atex, etc) ; - les consignes en cas d'incendie ; - les consignes en cas d'alarme sonore ou visuelle : évacuer la zone ATEX, prévenir l'ensemble du personnel par talkie, interdire l'accès à la zone, ... Ces éléments n'appellent pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : AM 12/08/2010 - Programme de maintenance préventive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion d'exploitation
Prescription contrôlée : [...] L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit. Ce dispositif est vérifié a minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations. [...]
Constats : Sur l'année 2022, 1 950 000 Nm ³ de biogaz ont été produits pour alimenter GrDF et 147 000 m ³ ont été torchés. La fin de la phase chantier est fin août 2023. Des débitmètres seront installés avant la fin de la phase chantier, en atelier et au niveau des sorties de digesteurs. Les débitmètres en sortie de digesteurs donneront les valeurs de référence et seront contrôlés par un organisme compétent. Ces éléments n'appellent pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : AM 12/08/2010 - Astreinte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion d'exploitation
Prescription contrôlée : Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'exploitation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation. [...]
Constats : Deux agents sont d'astreinte les week-ends et les nuits. La surveillance est indirecte, avec des automates qui mesurent le process (températures élevées, arrêt d'équipement etc). Ces éléments n'appellent pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : AM 12/08/2010 - Ventilation des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 19
Thème(s) : Actions nationales 2023, Risques d'incendie et d'explosion
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque de formation d'atmosphère explosive ou toxique. La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, au moyen d'ouvertures en parties hautes et basses permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent garantissant un débit horaire d'air supérieur ou égal à dix fois le volume du local. Un système de surveillance par détection de méthane, sulfure d'hydrogène et monoxyde de carbone, [...] permet de contrôler la bonne ventilation des locaux. [...]
Constats : L'inspection a constaté que les locaux confinés sont ventilés. En cas de défaut de ventilation, une alarme est mise en place. Des détecteurs fixes sont installés pour vérifier la bonne ventilation. Chaque agent dispose également d'un détecteur portable de gaz. Ces éléments n'appellent pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21, alinéa 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Transversal
Prescription contrôlée : Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordés à une alimentation de secours électrique. [...]
Constats : Concernant le secours des installations électriques, l'exploitant précise : <ul style="list-style-type: none">- la présence de 4 arrivées ENEDIS au poste de livraison, soit deux arrivées en permanence et deux en secours en cas de coupures longue durée sur le réseau en amont de la STEP ;- sur site, présence d'une double alimentation entre le poste de livraison et le poste "HT 002" , soit un secours en permanence en cas d'indisponibilité d'une des arrivées ;- par zone, présence d'une double alimentation (2 transformateurs), soit un secours en permanence en local en cas d'indisponibilité d'une des alimentations vers une zone spécifique ;- par atelier, présence d'un onduleur (reprise des courants faibles) permettant de maintenir alimentés les éléments de sécurité (automate de sécurité, détection gaz, alarmes sonores et visuelles). En outre, la perte de la ventilation est possible uniquement en cas de coupure générale (amont poste de livraison ou double alimentation sur le site). Dans ce cas, les sécurités restent actives avec activation des interdictions d'accès aux locaux. Ces éléments n'appellent pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, Odeurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection (...) un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique.</p> <p>Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant d'une installation dotée d'équipements de traitement des odeurs, tels que laveurs de gaz ou biofiltres, procède au contrôle de ces équipements au minimum une fois tous les trois ans.</p> <p>[...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant ne dispose pas de registre des plaintes.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a mis en place un registre des plaintes, qu'il a transmis par courriel du 13/04/2023.</p> <p>L'exploitant a reçu une plainte le 25/01/2023. Il s'agit d'une plainte pour nuisances olfactives de la part des riverains de Dugny, par appel téléphonique au SIAH. Les causes possibles sont l'utilisation d'une unité de déshydratation mobile qui a été utilisée en remplacement de l'atelier de déshydratation fixe qui était en travaux et à l'arrêt jusqu'à fin février 2023. Les mesures prises sont l'installation de brumisateurs autour de l'unité mobile pour abattre et masquer les odeurs issues de la zone et la réalisation d'un screening complet sur l'usine et en limite de propriété pour caractériser et quantifier les composés à l'origine des nuisances olfactives. Ces deux mesures ont permis de réduire ces nuisances (plus de plainte d'odeurs reçues depuis cette intervention) et de démontrer que les valeurs mesurées étaient très inférieures aux valeurs limites d'exposition. L'unité mobile a été définitivement mise à l'arrêt à la mi-mars après redémarrage de l'installation fixe de déshydratation.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas de remarque.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/04/2023, article R. 512-66-1
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité de la cuve de fioul domestique de 40 000 litres
Prescription contrôlée : <p>I. - Lorsqu'une installation classée soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt un mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.</p> <p>Lorsque la notification concerne une installation classée soumise à déclaration incluse dans :</p> <ul style="list-style-type: none">- un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation, la notification est effectuée conformément aux dispositions de la sous-section 5 de la section 1 du présent chapitre ;- un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'enregistrement, la notification est effectuée conformément aux dispositions de la sous-section 5 de la section 2 du présent chapitre lorsque la mise à l'arrêt définitif concerne également une ou plusieurs installations soumises à enregistrement. <p>II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ;2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. <p>III. - En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation. Il en informe par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.</p>
Constats : <p>Cette fiche de constat fait suite à l'observation n°1 relative à la cuve fuel de 40 m³, établie dans le précédent rapport d'inspection du 19 janvier 2021.</p> <p>Par courriel du 20 janvier 2022, complété le 11/04/2023, l'exploitant notifie la cessation d'activité de la cuve fioul de 40 000 L. L'exploitant précise :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'ancienne cuve à fioul a été démantelée. Elle était utilisée dans l'ancien process et a été démantelée dans le cadre des travaux ;- Date de mise en service de la cuve à fioul : 1996 ;

- Aucun incident susceptible d'avoir généré une pollution des sols n'est à déclarer. Pas de connaissance de pollution des sols selon l'exploitant ;
- Usage futur de la zone : usage industriel (à l'intérieur du périmètre de la station de dépollution des eaux usées).

L'exploitant a transmis :

- l'attestation du 31/05/21 de nettoyage dégazage / Neutralisation / Découpe réalisé par CIG Région SARP IDF, pour le réservoir de 40 m³ de fuel ;
- le bon de réception de Ferec environnement à Beauvais de 1,460 tonne de ferrailles ;
- le certificat de recyclage de Garnier & Fils du 26/07/2021 pour 2,660 tonnes de ferrailles ;
- le bordereau de suivi de déchets n° S0287 - 4421062.1.1-2 , de 2 tonnes d'eaux hydrocarburées, rubrique déchet 13 05 07*, à destination de l'installation SAS SITREM à Noisy-le-Sec.

Analyse du classement ICPE :

- en exploitation, l'activité relevait de la déclaration pour la rubrique 1432-2, rubrique supprimée de la nomenclature au 1er juin 2015 ;
- lors de la cessation, l'activité relevait de la déclaration pour la rubrique 1434 ;
- aujourd'hui l'établissement relève de l'enregistrement pour la rubrique 2910, de la déclaration pour les rubriques 4510 et 4310 et il est soumis l'arrêté interprefectoral n° 2019/DRIEE/SPE/046 du 07/06/2019, portant autorisation au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement de la refonte et de l'exploitation du système d'assainissement de BONNEUIL-EN-FRANCE.

Il est donc délivré un récépissé sans frais de notification de cessation d'activité partielle, relatif à la cuve fuel de 40 m³, par courrier joint au présent rapport.

Analyse des suites à donner pour la cessation partielle d'activité :

- dans le cas d'une installation classée soumise à déclaration, la rubrique 1432 (D) est une rubrique ICPE à fort risque de pollution qui nécessite un diagnostic de l'état des milieux ;
- dans le cas ici présent, l'établissement relève de l'autorisation et il s'agit d'une cessation partielle d'une activité qui relève de la déclaration, non IED et ne libérant pas de terrain, et l'instruction de la cessation est clôturée à ce stade.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : ESP - Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Par courriel du 24 mars 2023, complété le 13 avril 2023, l'exploitant a transmis la liste des équipements sous pression de l'établissement, qui mentionne notamment le régime de surveillance, le type d'équipement, les dates des dernières et prochaines inspections périodiques et les dates des dernières et prochaines requalifications périodiques. Cette liste comporte 21 appareils à pression soumis aux contrôles réglementaires tel que prescrit par l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Cette liste dispose de 2 générateurs de vapeur, 3 tuyauteries et 16 récipients. Tous les appareils à pression ont été mis en service récemment, depuis moins de 10 ans. La plupart des appareils à pression ont moins de 3 ans. Ces éléments n'appellent pas de remarques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches.</p> <p>Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger.</p> <p>Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement dispose de plusieurs équipements soumis à déclaration de mise en service (DMS) et qui doivent donc disposer de la preuve de reconnaissance formelle du personnel apte à l'exploitation de ces équipements, tel que prescrit à l'article 5 de l'arrêté du 20 novembre 2017.</p> <p>L'exploitant a notamment présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste du personnel formé pour les récipients soumis à DMS ; - la liste du personnel formé pour les générateurs de vapeur ; - les échéances d'habilitation du personnel ; - les étapes pour l'habilitation et les formations nécessaires. <p>Ces éléments n'appellent pas de remarque.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : ESP - Inspections périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Inspections périodiques
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, [...] La période maximale est fixée au maximum à : [...] 2 ans pour les générateurs de vapeur, [...] Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. [...]
Constats : L'Inspection n'a pas relevé d'équipement en retard d'inspection périodique. L'inspection a notamment consulté le compte-rendu d'inspection périodique du réservoir Anti-bélier n° 2000RH1437, réalisé par SOCOTEC et daté du 27/02/2020. Les observations émises par ce rapport ont été prises en compte par l'exploitant. Ces éléments n'appellent pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : ESP - Requalifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Requalifications périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...] - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.
Constats : L'Inspection n'a pas relevé d'équipement en retard de requalification périodique. Ces éléments n'appellent pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, DMS et CMS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sont soumis à la déclaration et au contrôle de mise en service :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les récipients sous pression de gaz dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 4 bar et dont le produit pression maximale admissible par le volume est supérieur à 10 000 bar.l ; 2. Les tuyauteries dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 4 bar appartenant à une des catégories suivantes : <ol style="list-style-type: none"> a) Tuyauteries de gaz du groupe 1 dont la dimension nominale est supérieure à DN 350 ou dont le produit PS.DN est supérieur à 3 500 bar, à l'exception de celles dont la dimension nominale est au plus égale à DN 100 ; b) Tuyauteries de gaz de groupe 2 dont la dimension nominale est supérieure à DN 250, à l'exception de celles dont le produit PS.DN est au plus égal à 5 000 bar ; 3. Les générateurs de vapeur appartenant au moins à une des catégories suivantes : <ol style="list-style-type: none"> a) Générateurs de vapeur dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 32 bar ; b) Générateurs de vapeur dont le volume est supérieur à 2 400 l ; c) Générateurs de vapeur dont le produit PS.V excède 6 000 bar ; 4. Les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide fixes. <p>Le contrôle de mise en service prévu à l'article L. 557-28 du code de l'environnement a pour objet de constater que l'équipement, une fois installé, satisfait aux dispositions du titre II du présent arrêté et que ses conditions d'exploitation en permettent une utilisation sûre.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement dispose de plusieurs récipients soumis aux déclarations de mise en service et aux contrôles de mise en service.</p> <p>En particulier les générateurs de vapeur de marque ELIMAX, n° 2021-001 et n° 2021-002 ont été mis en service en juin 2022. Ils ont fait l'objet d'une déclaration de mise en service (DMS) et d'un contrôle de mise en service (CMS) le 29/06/2022.</p> <p>Deux ballons de 2 000 L, de marque CHARLATTE, n° 2000RH1437 et n° 2000RH1357 sont également soumis à DMS.</p> <p>Les DMS et attestations de CMS consultés n'appellent pas de remarques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : ESP - Plaque identification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.
Constats : L'Inspection a contrôlé visuellement les 4 équipements suivants, soumis à DMS : - les deux générateurs de vapeur de marque ELIMAX, n° 2021-001 et n° 2021-002 ; - les deux récipients de 2 000 L, de marque CHARLATTE, n° 2000RH1437 et n° 2000RH1357. La plaque d'identification est présente, lisible et les informations inscrites cohérentes. Ces éléments n'appellent pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Loi sur l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2019, article 6.5 et 9.2
Thème(s) : Autre, Suivi de chantier et autosurveillance des eaux de ruissellement

Prescriptions contrôlées :

6.5 Suivi de chantier

Un cahier de suivi de chantier est établi par le bénéficiaire au fur et à mesure de l'avancement des travaux et actualisé mensuellement. Il est tenu à la disposition du service police de l'eau. Y figurent :

- un planning du chantier permettant de retracer le déroulement des travaux ;
- les PPSPS (Plan Particulier de la Sécurité et de Protection de la Santé) permettant de connaître l'organisation du chantier ;
- les résultats de l'autosurveillance des prélèvements tels que demandés aux articles 8, 9.2, 14.7 et 14.9 ;
- les incidents survenus au niveau de l'exploitation et, selon le cas, au niveau de la mesure des volumes prélevés ou du suivi des grandeurs caractéristiques ;
- le registre de suivi des déchets et matériaux entrants ;
- le registre de suivi des déchets sortants ;
- le plan de mouvement des terres visé à l'article 12 du présent arrêté ;
- le plan des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales ;
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation des prélèvements en nappes et des rejets au milieu naturel ;
- le compte-rendu des visites de l'écologue prévues à l'article 15.3 du présent arrêté ;
- les résultats de la surveillance des milieux prévue le cas échéant dans le plan de gestion visé à l'article 12 du présent arrêté.

A la fin des travaux, le bénéficiaire adresse au service police de l'eau un compte-rendu de chantier, dans lequel il retrace le déroulement des travaux, toutes les mesures qu'il a prises pour respecter les prescriptions du présent arrêté, ainsi que les effets qu'il a identifiés de son aménagement sur le milieu et sur l'écoulement des eaux et les mesures de rétablissement qu'il aura prises pour atténuer ou réparer ces effets.

9.2 Autosurveillance des eaux de ruissellement

Pour la zone Nord, l'efficacité de traitement du dispositif décrit à l'article 9.1 est vérifiée dès sa mise en place par la réalisation d'un contrôle de qualité dans le mois suivant sa mise en service, sous réserve de précipitations.

Il porte a minima sur les paramètres suivants :

- concentration en MES, en DCO ;
- HCT et HAP ;
- métaux totaux ;
- mesure de pH.

Les résultats de ce contrôle sont transmis au service en charge de la police de l'eau à la fin du mois N+1. La qualité constatée permet de vérifier leurs caractéristiques physico-chimiques et de définir, le cas échéant, des mesures appropriées supplémentaires avant le rejet au milieu naturel.

Pour la zone Sud, un suivi annuel des eaux de ruissellement est mis en place.

Il porte a minima sur les paramètres suivants :

- concentration en MES, en DCO ;
- HCT et HAP ;
- métaux totaux ;
- mesure de pH.

Avant la mise en service du réseau de collecte des eaux pluviales, le bénéficiaire transmet au service de police de l'eau, pour validation, la description du mode de prélèvement des échantillons. Ce mode de prélèvement doit garantir la prise d'échantillons homogènes, représentatifs de la qualité des rejets lors d'un événement pluvieux de 5 mm minimum consécutifs, après au moins trois jours de période sèche impliquant une mise en charge des ouvrages de régulations.

Constats :

Contexte :

Le site est en travaux. Les travaux sur les ouvrages de traitement ont été terminés au 31 mars 2023 (mais il reste beaucoup à faire en voiries, paysages, ...). Une phase d'observation a démarré et devrait durer jusqu'à la réception le 31 août 2023. Début de la phase C (application des nouvelles normes de l'arrêté à partir du 1er septembre).

Points de l'article 6.5 vérifiés :

- planning du chantier (OK),
- PPSPS (les PPSPS de chaque sous-groupement ont été présentés),
- autosurveillance des eaux pluviales (manquant en 2022),
- plan de mouvement des terres (OK),
- incidents (un tableau d'inventaire des Fiches d'Amélioration et d'Incident disponible dans un logiciel de gestion documentaire a été présenté),
- suivi des matériaux entrants : présent dans des registres Excel.

Manquement : l'article 9.2 de l'arrêté interpréfectoral du 7 juin 2019 prévoit le suivi annuel des eaux de ruissellement dans la zone Sud et aucun suivi n'a été effectué en 2022.

Autres sujets évoqués :

- PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) : l'entreprise BTP-Consultant, mandatée par le SIAH en tant que coordonnateur SPS a réalisé un Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé. A partir de ce plan général, chaque sous-groupement a fait son PPSPS. Les sous-traitants de chaque co-traitant ont dû réaliser un PPSPS reprenant leurs risques spécifiques en s'appuyant sur le PGCSPPS et le PPSPS du sous-groupement les employant. Le PPSPS présente notamment les différentes informations générales sur le chantier, les différents risques et les consignes de sécurité.

- Autosurveillance des eaux pluviales : il y a eu un prélèvement le 15 mars 2022 mais celui-ci venait compléter l'autosurveillance de 2021 pour laquelle certains paramètres étaient manquants (par exemple métaux lourds). Pas de résultat au titre de l'année 2022 ni pour la zone Nord, ni pour la zone Sud.

- Plan de mouvement des terres : cela concerne le stockage des terres qui se fait sur deux terrains adjacents dits "de la butte" et "terrain de foot". Il est attendu un rendu trimestriel. Le rendu du dernier trimestre 2022 s'arrête à fin novembre car il n'y a pas eu de mouvement de terres en décembre. Le plan se présente en différents feuillets (d'où viennent les terres, où elles vont, tableaux, relevés géomètres, "damier" des hauteurs). Le "où elles vont" concerne maintenant aussi l'utilisation en remblais du chemin de ronde autour des bâtiments énergie-eau et digesteurs. Le prochain (et dernier actif) relevé trimestriel ne sera pas fait sur le 1er trimestre mais sur la période du 1er janvier à mi-avril car après la situation sera figée.

- Incidents : objectif d'une FAI, trouver les causes de l'incident, décrire l'intervenant concerné et les mesures mises en place. Un exemple a été présenté (casse réseau arrivée AEP le 05/08/2021).

- Suivi des matériaux entrants : 4 entreprises faisant entrer des matériaux sur le site pour le chantier sont concernées et ont chacune un registre des matériaux entrants :

- 1) Eiffage Réseaux 2) Eiffage Route Pour le 1) et 2), les apports sont terminés.
- 3) Eiffage Route qui continue à entrer des matériaux pour les enrobés et la chaussée.
- 4) SGP (Société du Grand Paris) : apport de terres végétales en provenance du chantier de la ligne 17 (la SGP émet les bordereaux d'évacuation vers la STEU directement sur une plateforme utilisable par le sous-groupement Génie-civil).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet